

*Accords fiscaux—Loi*

adhérents du gouvernement libéral et du côté des présents adhérents du gouvernement conservateur, du Québec.

• (1150)

**M. le vice-président:** Débat. La parole est à l'honorable député de Lévis (M. Fontaine).

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, lorsque j'écoute le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) comparer le parti progressiste conservateur et comparer le parti libéral, je peux dire au crédit de ces partis, au crédit du parti libéral et au crédit du parti conservateur que ce sont deux partis qui ont au moins des bannières politiques, qui ont au moins certaines idées avec lesquelles ils sont constants, tandis que votre parti, le parti socialiste dont vous êtes député, n'a jamais eu d'idée, sauf de toujours se plaindre et de l'un et de l'autre, sauf de toujours particulariser certaines questions. C'est la remarque que je voulais faire. Les libéraux ont une bannière, leur bannière c'est l'endettement de la société, l'endettement collectif et progressif du Canada, tandis que les conservateurs, nous autres, c'est de payer les dettes qui ont été accumulées par les libéraux et de voir à la reprise économique.

Mon collègue d'Ottawa-Centre est très mal placé pour me donner des conseils et en donner aux députés de notre parti sur la situation de la province de Québec. D'ailleurs, il aurait dû écouter le message que les gens de la province de Québec et de toutes les autres provinces à l'Est de l'Ontario ont déjà donné à son parti, au parti socialiste, c'est que nous autres au Québec et dans l'Est du Canada, il n'y en a pas de socialisme, monsieur le député d'Ottawa-Centre.

Ayant fait cette remarque à mon collègue, il me fait donc plaisir de parler du projet de loi C-96, «Loi modifiant la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé».

Le sens de ce projet de loi, vous savez, monsieur le Président, c'est que lorsque les ententes avaient été conclues, on vivait un taux d'inflation qui était qualifié comme de l'inflation galopante. Et à ce moment-là, les augmentations de la participation financière du gouvernement fédéral à certains programmes établis des provinces étaient fondées sur des taux inférieurs à l'inflation galopante de cette époque. Aujourd'hui on propose certes une diminution des taux d'augmentation de notre contribution additionnelle aux programmes établis et on dit que notre contribution va toujours être au moins supérieure ou égale au taux d'inflation, ce qui n'existait pas antérieurement.

Les contributions de notre gouvernement vont continuer d'augmenter et au cours des cinq prochaines années, notre gouvernement va contribuer pour 90 milliards de dollars au financement des programmes établis. Ce sont 25 milliards de dollars de plus qu'au cours des cinq dernières années. Alors, que mon collègue se renseigne avant de mentionner que le Québec se trouvera dans une situation défavorable par rapport à l'action de notre gouvernement.

Lorsque le député d'Ottawa-Centre a mentionné que nous ne livrions pas le message que nous avons annoncé à la population canadienne au cours de l'été 1984, je dois l'informer qu'il devrait être au courant que nous sommes en train de le livrer le message et qu'il y a déjà des réalisations fort concrètes.

Notre message se composait de trois thèmes principaux. Il y avait premièrement la réconciliation entre les diverses provinces et nous avons signé avec fierté, monsieur le Président, les accords de l'Est concernant l'énergie, les accords de l'Ouest. Et jamais, depuis les 20 dernières années, les relations entre la province de Québec, dont je fais partie, monsieur le Président, et le gouvernement d'Ottawa n'ont été meilleures.

Alors cela est une des parties de notre message. Je comprends très bien que le député d'Ottawa-Centre puisse être très malheureux que nous ayons d'excellentes relations avec le gouvernement de la province de Québec. Vous avez toujours misé sur un certain éloignement du Québec et d'Ottawa et nous, les conservateurs, nous l'avons réglé ce climat de tension et d'éloignement.

Je conseille à mon collègue d'Ottawa-Centre de se renseigner sur les aspirations des Québécois et sur leur désir d'appartenance et de participation à la Confédération canadienne.

Nous avons également un autre thème, monsieur le Président, dont nous avons discuté au cours de la campagne électorale et c'était la reprise économique. Et depuis notre prise de pouvoir en septembre 1984, le chômage a diminué d'une façon significative.

Nous avons plus de un demi-million de nouveaux emplois créés, et ce n'est pas le gouvernement qui a créé ces emplois-là comme les libéraux le faisaient dans leur temps par la mise en place de programmes *ad hoc* pour créer de l'emploi temporaire et ensuite créer du chômage. Nous, nous avons créé un contexte qui a permis aux gens d'affaires... Vous ne comprendrez jamais ce que c'est que des gens d'affaires, et je m'adresse au parti socialiste, vous ne comprendrez jamais parce que vous autres, vous êtes des parasites du parti conservateur et du parti libéral lorsque cela fait votre affaire, des parasites des travailleurs parce que vous vivez à même leurs cotisations. Alors, vous ne saurez jamais ce qu'est un homme d'affaires qui soit capable d'associer capital et exploitation d'une entreprise, vous ne le comprendrez jamais. Alors, monsieur le Président, les gens d'affaires, ils ont compris ce qu'était notre message et ils ont décidé d'investir, et M. Bullock, le président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, a déclaré récemment que la reprise et les projets d'investissements étaient supérieurs à 20 p. 100 depuis notre prise de pouvoir. Vous devriez le noter, collègues socialistes, cette vérité-là aussi.

Dans ce qu'on offrait aux Canadiens, nous avons dit aussi que nous procédions à une mise à jour des relations commerciales avec les États-Unis, et vous savez que les États-Unis croient en notre sincérité et ils ont peur de nos relations parce que cela a été très dur d'obtenir la permission du Congrès américain pour utiliser ce qu'on appelle la voie rapide pour la conclusion d'accords bilatéraux avec les États-Unis. Alors, s'ils ont été tellement durs... Le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) peut m'écouter, cela pourrait l'instruire, il en a définitivement besoin.

**Une voix:** Il n'y a que la télévision qui l'intéresse.

**M. Fontaine:** Les négociations avec les États-Unis sont maintenant lancées, et avec ces négociations-là, cela va nous permettre, dans un premier temps, de conserver nos acquis parce que vous savez fort bien que des échanges commerciaux avec les États-Unis, 80 p. 100 se font sans barrière douanière. Et vous devriez également savoir que sur les \$165 milliards que